

*STÉPHANIE ANTOINE*

# DSK AU FMI

Enquête sur une renaissance

*ÉDITIONS DU SEUIL*

*25, bd Romain-Rolland, Paris XIV<sup>e</sup>*

ISBN 978-2-02-103719-7

© Éditions du Seuil, février 2011

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)

Extrait de la publication

À Marilou et Maxime,



## Avant-propos

La première fois que j'ai rencontré Dominique Strauss-Kahn, c'était au bar de l'hôtel Lutétia à Paris. Charmeur et serein, il était heureux de s'installer prochainement à Washington. Il venait d'être désigné directeur général du FMI et savourait sa victoire. Pas d'emphase, mais un ton joyeux. Le poste lui correspondait, il en avait envie.

J'ai retrouvé DSK quelques semaines plus tard dans la capitale américaine à l'occasion d'une interview pour France 24. Elle eut lieu au Sofitel, non loin du Fonds, l'hôtel où se retrouve une fois par an le monde de la finance internationale à l'occasion de la réunion des assemblées annuelles du FMI. Il y vivait alors avec Anne Sinclair en attendant la fin des travaux de la maison qu'ils venaient d'acheter. DSK n'avait pas encore pris officiellement ses fonctions que, déjà, tous les quarts d'heure il recevait des délégations dans un bureau temporaire. Il souhaitait changer le FMI, le rendre légitime et efficace. L'institution avait, au fil du temps, perdu tout éclat.

Ce jour-là, il me dit sa conviction et ses intentions. Il ne croyait pas en la toute-puissance des marchés. Le FMI, dit-il, ne doit pas être regardé comme une institution

technique. Elle est une organisation politique dont le but est non seulement de corriger les excès du marché mais aussi de préserver la paix. Une vision conforme à celle des pères fondateurs, trop oubliée après des années de pratique du « consensus de Washington », qui prônait les thérapies de choc.

Ce livre raconte l'histoire d'un mariage entre l'homme politique de gauche et l'institution de Washington. Comment DSK a-t-il manœuvré pendant la crise pour bousculer les conservatismes et faire revivre le FMI ? Comment est-il parvenu à vendre l'or de l'institution pour créer des prêts à taux zéro à destination des pays pauvres ? Comment a-t-il négocié avec les Américains et les Européens pour démocratiser l'institution ? Comment s'y est-il pris pour convaincre les pays de la zone euro d'associer le FMI au plan de sauvetage de la Grèce ? Comment la renaissance de l'institution a-t-elle fait de lui l'un des hommes les plus influents de la planète et le favori des Français pour la présidentielle de 2012 ?

Un an d'enquête exclusive menée au siège du FMI et au Trésor à Washington, dans les arcanes des ministères des Finances, à Londres, à Paris, à Luxembourg, mais également à Johannesburg, à Dar es-Salaam et à Séoul, m'a permis de pénétrer dans les coulisses de l'institution et d'emprunter le chemin qui allait la conduire au-devant de l'échiquier mondial.

Dominique Strauss-Kahn, ses proches et ses collaborateurs ont accepté de participer à de longues interviews. Des sympathisants, mais aussi des détracteurs du directeur général, des experts de think tanks, ainsi que des responsables d'ONG m'ont éclairée sur cette

## AVANT-PROPOS

période, qui restera marquée par la crise économique la plus dangereuse qu'aura traversée le monde depuis 1929, mais aussi par un moment exceptionnel de coopération internationale.

Tout au long de ce récit, il s'est agi pour moi de décrire les méandres d'une institution méconnue, et de mieux cerner l'économiste, le négociateur, l'homme politique.

Toutes les citations contenues dans ce livre sont issues d'entretiens que j'ai menés personnellement avec les intéressés, sauf indications particulières mentionnées en bas de page.

*Paris, le 17 janvier 2011*



## Chapitre 1

### Les secrets d'une candidature

Paris, vendredi 29 juin 2007. En cet après-midi ensoleillé de début d'été, la température est douce, à l'angle du boulevard Voltaire et de l'avenue Parmentier, place Léon-Blum, d'où surgit la puissante sculpture en bronze de l'homme d'État couvert d'un long manteau, moustache impeccable, écharpe au vent, son chapeau légendaire dissimulé derrière le dos. À travers les lunettes rondes, l'œil semble rivé sur la mairie du XI<sup>e</sup> arrondissement. S'y prépare un mariage presque ordinaire : celui de Marine, la fille cadette de Dominique Strauss-Kahn, 31 ans. La future épouse, habillée d'une robe estivale aux tons pastel, retrouve Vanessa, Laurin, Camille, tous enfants, comme elle, de DSK, et l'un des deux fils d'Anne Sinclair, Élie. On s'interroge au sujet de son frère David et de sa fiancée : débarqués avec retard à l'aéroport Charles-de-Gaulle, arriveront-ils à temps pour la cérémonie ?

Mariés depuis seize ans, Dominique Strauss-Kahn et Anne Sinclair sont, à eux deux, parents d'une tribu recomposée et soudée. DSK, vêtu de l'un de ses habituels costumes sombres, extrait son BlackBerry de sa poche d'un geste nonchalant. Et, par l'un de ces hasards

qui lient le fortuit et l'inévitable, il choisit ce moment d'oisiveté pour appeler son ami Jean-Claude Juncker, le Premier ministre luxembourgeois qui a subi une opération sérieuse à l'intestin. Après avoir été rassuré par son interlocuteur sur son état de santé, DSK oriente la conversation sur la succession du directeur général du FMI, Rodrigo de Rato. L'Espagnol avait créé la surprise, la veille, en annonçant son départ pour des raisons personnelles. Il écourtait son mandat de deux ans. L'échange prend un tour inattendu. Il bouleversera le destin politique de DSK.

« De Rato a démissionné, comment vois-tu les choses ? interroge Dominique Strauss-Kahn.

– C'est un poste pour toi ! Est-ce que ça t'intéresse ?

– Peut-être, il faut voir, mais j'aurais besoin de ton appui comme patron de l'Eurogroupe et de celui des autres chefs d'Etat.

– Je m'occupe des Belges, des Néerlandais, des Allemands, occupe-toi des Latins, de Romano Prodi, mais je ne peux rien faire sans le "go" de Nicolas Sarkozy. »

Un taxi arrive. David et sa compagne en descendent. Les portières claquent. Strauss-Kahn raccroche. Il prend Anne Sinclair par le bras, les sourcils relevés et le regard brillant :

« Que dirais-tu d'aller faire un tour à Washington ?

– Tu sais bien que nous avons prévu d'aller au Maroc...

– Un tour, je veux dire quelques années... »

La famille entre dans la mairie.

Jean-Claude Juncker a attisé le désir de Dominique Strauss-Kahn. L'idée lui avait peut-être déjà traversé l'esprit à la lecture de l'encadré du *Monde* révélant le

départ de Rodrigo de Rato. Cette décision inopinée avait stupéfié le monde politique, y compris le chef de gouvernement luxembourgeois. En tant que président de l'Eurogroupe, le club des pays de la zone euro, il avait lui-même soutenu la candidature de l'Espagnol au FMI en 2004. Informé quelques jours plus tôt de sa démission, il a d'abord tenté de dissuader Rodrigo de Rato de quitter son poste. En vain. Déterminé, le directeur général attendait, pour officialiser son départ, la fin des turbulences provoquées par l'affaire Paul Wolfowitz, le président de la Banque mondiale, contraint d'abandonner sa fonction suite à une accusation de népotisme. Ce dernier la quittait effectivement le lendemain. Jean-Claude Juncker pensa alors immédiatement à Dominique Strauss-Kahn.

« Dominique dira toujours que je le lui ai suggéré, et moi je dirai toujours que c'est lui qui en a eu l'idée. Ce fut la rencontre de deux volontés en une seconde, nous n'avions pas besoin d'en discourir longuement puisque nous étions d'accord », confie le Premier ministre luxembourgeois.

Depuis l'échec de Ségolène Royal à la présidentielle de mai 2007, qu'il qualifie de « grave défaite » pour la gauche, DSK s'interroge sur son avenir. Fatigué par cinq ans d'opposition, profondément déçu – mais pas surpris – par la manière dont il a été évincé par sa rivale aux primaires du PS, il appelle au renouvellement du parti et démissionne du bureau national quelques jours après sa réélection comme député du Val-d'Oise. Une prise de distance.

« C'était un bon moment pour s'éloigner. Le PS était dans une situation catastrophique et DSK n'était pas en

mesure de fédérer les énergies pendant cette période-là », confie Jean Veil, son ami, avocat réputé, fils de l'académicienne et ancienne ministre Simone Veil. « L'opportunité était formidable pour lui, car après l'échec des primaires s'ouvrait une période de cinq ans pendant laquelle il aurait peu de chances de s'assurer d'une fonction d'intérêt général susceptible de réellement l'intéresser et de mobiliser l'ensemble de ses qualités. »

Bilingue anglais-allemand, agrégé d'économie, passé par HEC et Sciences Po où il enseigne, diplômé en droit et en statistiques, cet universitaire éclectique réfute l'idée d'un FMI père fouettard et ultra-libéral. En digne héritier de l'économiste britannique John Maynard Keynes, l'un des fondateurs du Fonds, Strauss-Kahn considère que l'institution a un grand rôle à jouer dans la maîtrise des risques liés à la mondialisation. Le Fonds, « plutôt plus efficace que d'autres », ne doit pas se contenter d'agir au plan technique, il lui faut assurer la stabilité monétaire, essentielle au maintien de la paix, écrit-il dans son livre *La Flamme et la Cendre*<sup>1</sup>. Il y propose notamment d'en améliorer la gouvernance en fusionnant les chaises française et allemande avant de réunir l'ensemble des pays de la zone euro. Son expérience à la direction générale le conduira à nuancer sa réflexion. En tout état de cause, la perspective de retrouver de solides responsabilités aux commandes d'une organisation controversée mais au réel potentiel le stimule.

« Au moment de mettre les mains dans le cambouis, je n'allais pas rester dormir chez moi », confiera-t-il.

1. Dominique Strauss-Kahn, *La Flamme et la Cendre*, Grasset, 2002.

L'amitié de DSK et de Jean-Claude Juncker remonte à 1997. Le Français est alors le locataire de Bercy du gouvernement Jospin, et le Luxembourgeois cumule les fonctions de Premier ministre, ministre d'État et ministre des Finances. À cette époque, le chrétien-démocrate et le socialiste, compagnons d'armes, agissent « main dans la main » en vue de l'institution de l'euro et du conseil de la monnaie unique, le futur Eurogroupe. L'engagement personnel de Dominique Strauss-Kahn pour l'Europe impressionne le chef de gouvernement du grand-duché, l'un des artisans du traité de Maastricht. Il confie avoir découvert en lui un véritable homme d'État.

« Si je dis homme d'État, c'est qu'il savait transgresser le strict cadre national et les limites de son parti. Il se mettait à l'avant-poste lorsqu'il s'agissait de défendre en France la nécessité qu'il y avait de doter l'Europe d'une monnaie unique. Il avait compris que cela ne tenait qu'à lui. S'il déployait un discours offensif en faveur de l'euro, le projet avait une chance de survivre. »

Le talent du « diplomate de l'économie » opère. DSK convainc Lionel Jospin et le gouvernement du bien-fondé des règles budgétaires que la France doit adopter si elle veut s'engager sur le chemin de l'euro. Il rassure les Allemands par la mise en place d'un plan de redressement financé en grande partie par une augmentation temporaire de l'impôt sur les sociétés et facilité par une reprise économique plus forte que prévue. En échange du respect du pacte de stabilité, Strauss-Kahn arrache à Berlin l'accord pour la création du conseil de l'euro, indispensable, selon lui, à l'amorce d'une coordination

des politiques économiques nationales. Il l'obtient en dépit de l'hostilité des Britanniques, opposés à la formation d'une enceinte dont ils seront exclus.

« Nous avons négocié pour l'euro d'État à État, et non pas de parti à parti », affirme Theo Waigel, ministre des Finances chrétien-démocrate du gouvernement du chancelier Helmut Kohl. Strauss-Kahn, reconnaît-il, est un « négociateur coriace mais flexible et ouvert à la discussion. Un socialiste réaliste ».

Le Conseil européen de Luxembourg de décembre 1997 entérine la création de l'Euro 11, dévoilée à Amsterdam en juin de la même année. Le président alors en exercice n'est autre que Jean-Claude Juncker. Ces combats pour l'Europe ont rapproché les deux Européens de conviction : le chrétien-démocrate du grand-duché étiqueté « conservateur » en France – « ce qui est pour moi une injure », commente Juncker – et le socialiste Dominique Strauss-Kahn.

« Nous avons fait du bon travail ensemble. J'étais triste et abattu le jour de sa démission », confie Jean-Claude Juncker.

C'était le mardi 2 novembre 1999 à midi. À l'hôtel des ministres de Bercy, en présence de ses collaborateurs, d'Anne Sinclair et devant une multitude de journalistes, DSK annonce qu'il quitte le gouvernement Jospin. Quelques jours plus tôt, la presse a révélé sa probable mise en examen pour faux et usage de faux dans le dossier de la MNEF, la Mutuelle nationale des étudiants de France. La justice suppose que la lettre d'engagement de Strauss-Kahn comme avocat-conseil de la MNEF, dans le cadre des négociations de l'entrée de la Compagnie générale des eaux dans le capital

d'une filiale de la mutuelle, a été antidatée. Et les juges se demandaient si cet habillage ne visait pas à justifier *a posteriori* son intervention et ses honoraires de 603 000 francs. Ils s'interrogeaient aussi sur la nature de sa rémunération. Strauss-Kahn décide de démissionner pour ne pas nuire au gouvernement.

Quelques mois plus tard, la machine judiciaire s'emballe : il est mis en examen dans le dossier Elf, une affaire de corruption et de trafic d'influence. En septembre, il est mis en cause dans le scandale de la « cassette Méry », dans laquelle Jean-Claude Méry avait enregistré des confidences explosives sur le financement occulte du RPR. L'affaire en question sera finalement classée, et Dominique Strauss-Kahn bénéficiera d'un non-lieu dans les deux autres. Aujourd'hui, dans le dossier de la MNEF, il reconnaît avoir commis une erreur : il a envoyé une deuxième facture, à la suite d'un changement de prix, en se trompant sur la date. Mais en dehors de cette négligence, son travail a été payé au prix du marché<sup>1</sup>.

« Je connaissais le dossier par cœur et il n'y avait rien dedans, je l'ai dit à l'époque », déclare son ami et camarade de promotion d'HEC, Henri Proglio, patron alors de la CGEA, filiale de la CGE. Il l'a soutenu et a témoigné en sa faveur pendant le procès. « Cette affaire est née sur du vent et a terminé sur du vent. La boucle est bouclée. »

En raison de l'encombrement des tribunaux, Strauss-Kahn devra attendre deux ans, soit novembre 2001,

1. Alexandre Kara, Philippe Martinat, *DSK-Sarkozy, le duel. Biographie comparative*, Max Milo, 2010.

avant d'être blanchi. Une parenthèse douloureuse pour lui et ses proches, confesse-t-il dans *La Flamme et la Cendre*.

« Elle est refermée. J'en ai tiré les leçons, j'ai médité sur mes faiblesses et j'ai découvert ce qui pouvait me renforcer. J'ai éprouvé le poids de l'isolement. J'ai mesuré le prix des amitiés. Je sors de l'épreuve plus averti et plus endurci. »

Stéphane Keita, son chef de cabinet à Bercy et membre de sa famille, précise : « En politique, il faut un puissant moteur d'agressivité. DSK n'était pas agressif naturellement, mais il l'est devenu avec les "affaires" quand il a vu ses amis se raréfier. Il lui a fallu apprendre à se méfier de tout et de tous. »

Huit ans après la démission de DSK de son poste de ministre des Finances, Jean-Claude Juncker décide d'user de son influence pour aider son ami à accéder à la direction générale du FMI. Il est, selon lui, le seul homme capable d'obtenir l'adhésion des vingt-sept pays de l'Union, ainsi que celle des États-Unis. Sa nomination assurerait le maintien d'un Européen à la tête de l'institution à un moment où une candidature en provenance des pays émergents apparaîtrait sans doute plus légitime. En vertu d'une règle non écrite, fruit de la domination transatlantique d'après guerre, la tête du FMI est acquise à un Européen et celle de la Banque mondiale à un Américain. Mais cette convention est désormais dépassée. La croissance exponentielle des « BRIC<sup>1</sup> » a relativisé le poids économique des puissances traditionnelles. Ils revendiquent, à juste titre,

1. BRIC : acronyme pour Brésil, Russie, Inde, Chine.

une meilleure représentation au sein de ces organisations. Les États du Vieux Continent n'ont-ils pas promis aux Américains que Rodrigo de Rato serait le dernier d'entre eux à occuper le poste de directeur général du FMI ? Jean-Claude Juncker le sait. Par sa longévité au gouvernement du grand-duché, il est un peu la « mémoire » du Vieux Continent. Mais le départ prématuré de l'Espagnol « change la donne » et ouvre la brèche que l'habile négociateur compte mettre à profit pour faire gagner DSK. Encore faut-il agir très vite.

Tout se déroulera en l'espace d'un week-end.

Ce vendredi 29 juin, après avoir marié sa fille, Dominique Strauss-Kahn s'envole vers Yalta, en Ukraine, pour participer au quatrième séminaire annuel du think tank Yalta European Strategy (« YES »), fondé par le milliardaire ukrainien Viktor Pintchouk. Gendre de l'ancien président ukrainien Leonid Koutchma, Pintchouk est l'un des puissants oligarques du pays, propriétaire du géant mondial de l'acier, Interpipe. Son forum vise à renforcer les liens entre l'Ukraine et l'Europe. Pendant son séjour dans cette station balnéaire un peu désuète de la mer Noire, DSK, ce grand amateur d'échecs qui joue volontiers sans échiquier, compte bien déjà gagner la partie du FMI.

Au palais de Livadia, l'ancienne résidence d'été du tsar Nicolas II, au style de la renaissance italienne, en marbre et granit blanc, où se sont réunis Roosevelt, Churchill et Staline au moment de la défaite certaine de l'Allemagne, Strauss-Kahn donne une conférence sur le changement du leadership politique mondial. Il croise l'ancien président américain Bill Clinton et

l'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder entre la cathédrale byzantine et le patio mauresque. Chacun commente la petite phrase provocatrice de Karl Rove, la « cervelle de George Bush », lancée à l'ancien Premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine : « J'ai un problème avec la Russie qui se résume en trois lettres : KGB ! » DSK se retire bien vite des conversations et avance ses pions. Discrètement, il appelle le président du Conseil italien, le socialiste Romano Prodi. Ils ont travaillé ensemble lorsque ce dernier présidait la Commission européenne.

« Il y a cette idée que je sois candidat européen pour le poste de directeur général du FMI, qu'en penses-tu ? As-tu un candidat ?

– Je vais voir, je ne crois pas, mais j'appelle Padoa-Schioppa. »

Tommaso Padoa-Schioppa, ministre des Finances du gouvernement de coalition de gauche, appartient au cercle des amis proches du président du Conseil italien. Économiste, diplômé de l'Université Luigi Bocconi et du MIT, il est également l'un des pères fondateurs de l'euro, et l'un des premiers membres du comité exécutif de la Banque centrale européenne. Visage long, cheveux blancs coiffés en arrière laissant apparaître un large front, ses lunettes fines en acier achèvent de lui donner une allure de *Professore*, particulièrement lorsqu'il s'exprime dans la langue de Molière... qu'il maîtrise parfaitement. Un profil taillé pour la fonction de directeur général du FMI. L'Italie est, par ailleurs, d'autant plus légitime à le présenter que les derniers patrons de l'institution ont été successivement français, allemand et espagnol. Padoa-Schioppa se souvient que Romano Prodi lui avait fait part au téléphone de l'inté-

rêt de Dominique Strauss-Kahn pour le poste, tout en lui proposant son soutien s'il désirait lui-même se présenter. « Une façon de se tester l'un l'autre. »

En avançant une telle hypothèse, Prodi éprouve la qualité de l'engagement de son ami au sein du gouvernement. Il lui offre, de fait, une porte de sortie honorable à un moment de grande fragilité pour sa coalition gouvernementale, tiraillée entre une gauche radicale qui considère le gouvernement comme insuffisamment social, et une aile centriste opposée à une augmentation des impôts sur les revenus financiers.

Padoa-Schioppa le rappellera quelques heures plus tard :

« Je veux rester avec toi jusqu'au bout. »

Romano Prodi lui renouvelle du même coup sa confiance deux mois avant la présentation par l'argentier d'un projet de loi de finances particulièrement controversé. L'éventualité d'une candidature italienne à la direction du FMI semble écartée. Romano Prodi rappelle Strauss-Kahn et lui annonce qu'il lui apportera son soutien. Quelques mois plus tard, Tommaso Padoa-Schioppa succèdera à Gordon Brown, devenu Premier ministre britannique, à la tête du Comité monétaire et financier international du FMI, l'instance politique de l'institution.

Ce samedi soir, un vent d'été souffle sur les hauteurs de Yalta, lorsque les convives s'installent dans les cahutes de bois du restaurant traditionnel Gorny Ruchey, au bord d'une rivière. Bortsch et vareniki sont proposés au menu, sur fond musical. Strauss-Kahn prend place à côté de son conseiller et ami, Gilles Finchelstein, un énarque de 44 ans à l'allure décontractée, cheveux

bruns en désordre, qui distille des mots choisis pour soutenir ses propos. Il fut la plume de DSK pendant les 881 jours passés à Bercy, rédigeant ses discours « qu'il lisait à peine, car il ne veut pas se laisser emprisonner dans les mots d'un autre », s'amuse-t-il. Ils ont également travaillé ensemble au sein du pôle des rénovateurs du Parti socialiste. Depuis, l'intellectuel, devenu directeur général de la Fondation Jean-Jaurès, s'occupe des sondages d'opinion et de communication politique au sein de la puissante agence de communication EuroSCG, organisatrice du forum de Yalta. Finchelstein est devenu l'un des intimes de DSK et d'Anne Sinclair pendant la traversée du désert de l'homme politique. Strauss-Kahn l'informe de la situation et fait mine de lui demander conseil, avec un sourire complice.

« Tu as vu que de Rato a démissionné. J'ai eu Juncker et Prodi. Ça a l'air de marcher. Qu'en penses-tu ?

– C'est formidable, il faut que tu fonces ! »

Les deux hommes font les cent pas autour des tables, absorbés, le téléphone collé à l'oreille. Après Romano Prodi, ils tentent de joindre le tout nouveau Premier ministre britannique, Gordon Brown. Strauss-Kahn le connaît, et les deux hommes s'apprécient depuis l'époque où ils se côtoyaient lors des « G7 finances », ces réunions des ministres des Finances des sept pays les plus riches de la planète. Mais impossible de joindre le chef du gouvernement, alors en déplacement dans les villes anglaises dévastées par des pluies diluviennes. Un prétexte ? Gordon Brown évite-t-il son ancien partenaire ? Dissimule-t-il un plan, une manœuvre ?